Un trio exemplaire

Par JFB le lun 16/11/2009 - 13:58

Quelques semaines avant que Madrid n'accède à la présidence de l'Union Européenne, au 1er janvier 2010, M. Pierre Labouverie, ambassadeur de Belgique à Budapest, évoque avec enthousiasme le trio qui présidera l'Europe au cours des 18 mois suivants: l'Espagne, la Belgique et la Hongrie.

JFB: Le 6 octobre dernier, Messieurs Yves Leterme, ministre des Affaires Etrangères belge, et Olivier Chastel, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, se sont rendus à Budapest pour rencon-trer leurs homologues espagnols et hongrois dans le cadre de la préparation des prochaines présidences du Conseil européen. Comment ces rencontres se sont-elles déroulées et quelles sont les grandes ligne du programme commun de ce trio présidentiel ?

M. Pierre Labouverie: Ces rencontres multi-facettes ont débuté par une réunion entre les ministres des pays du groupe de Visegrad – Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Hongrie – et le trio, dont la Hongrie fait également parti. Les six ministres se sont concentrés essentiellement sur la question des Balkans, la situation intérieure dans ces différents pays, les perspectives d'adhésion à l'Union Européenne et le problème de la libéralisation des visas. Une seconde réunion a eu lieu entre les mêmes ministres et leurs homologues des Balkans, dont le but était de mieux se connaître et où ces derniers ont eu l'occasion de présenter la situation dans leur pays. L'après-midi a eu lieu une réunion du trio, suivie d'une réunion bilatérale Belgique-Hongrie. Pour le trio, il s'agissait effectivement d'une révision du programme, qui sera officiellement divulgué le 11 décembre, et la discussion a beaucoup porté sur les grandes questions du moment, à savoir les questions institutionnelles, le problème posé alors par la non-ratification par la République Tchèque, etc.

JFB: Que pouvez-vous nous dire des relations au sein du trio?

P.L.: C’est le premier trio qui va fonctionner sous le traité de Lisbonne. L’avantage de ce trio est que les trois pays ont une approche européenne très similaire, en ce sens qu’il veut faire progresser l’Europe sur la voie communautaire, avec une place importante pour la Commission européenne. Il existe une très grande convergence de vue entre les trois pays, une volonté de travailler ensemble et nous espérons qu’il s’agira d’une présidence exemplaire pour le trio suivant. En effet il n’y a pas vraiment de pays dominant au sein de ce trio. Certes l’Espagne est plus grande que la Belgique et la Hongrie, mais elle fait preuve d’une excellente coopération.

Ce sont en outre trois pays qui ont une expérience différente puisqu’il s’agit de la 12e présidence pour la Belgique, de la 6e pour l’Espagne et de la 1ère pour la Hongrie. Il y a également des sujets où chaque pays a plus d’expertise: l’Espagne est très orientée vers l’Amérique Latine et la Méditerranée, la politique étrangère de la Belgique est traditionnellement tournée vers l’Afrique et souhaite que ce dossier reste au cœur des discussions et la Hongrie est très intéressée par cette partie de l’Europe, les Balkans et les pays du pourtour européen. Il y a donc là une complémentarité, des connaissances diverses qui peuvent se renforcer mutuellement. Les trois pays ont beaucoup investi pour fixer un programme commun qui soit le symbole de cette bonne entente. Des négociations ont eu lieu à la fois au niveau du ministère des affaires étrangères, mais aussi au niveau de tous les ministères techniques (environnement, agriculture, culture, finances, transport, etc.) entre lesquels ont eu lieu de fréquentes réunions. Cette triple présidence se veut la continuation du programme en cours, que ce soit le programme de Stockholm, la stratégie de Lisbonne, les aspects agricoles, mais aussi les questions d’environnement...

JFB: A ce propos, l’Europe se montre divisée, à quelques semaines du sommet de Copenhague, en particulier sur le montant de l’aide financière à apporter aux pays pauvres pour lutter contre les effets du réchauffement climatique, mais surtout sur la répartition de cette aide. Il semblerait qu’il y ait une césure entre l’Est et l’Ouest de l’Europe. Comment l'analysez-vous? Un compromis est-il possible?

P.L.: L’UE est parvenue à un compromis sur le financement nécessaire pour s’attaquer au réchauffement climatique. L’Union européenne restera donc à la pointe des efforts déployés pour lutter contre le changement climatique. Le financement au sein de l’Union Européenne se fera sur la base d’une clé de répartition tenant compte des moyens de chaque Etat membre. La présidence suèdoise actuelle a réussi à rapprocher les partis afin de parvenir à un compromis,

ce qui n'était pas évident à 27. C'est pourquoi le traité de Lisbonne est si important, car il vise à promouvoir certaines décisions par majorité plutôt que par consensus, ce qui permet de faire avancer le projet européen.

JFB: Pour en revenir au traité de Lisbonne, celui-ci prévoit que la représentation de l'Union à l'extérieur, actuellement assurée par le Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et le Commissaire européen chargé des relations extérieures, soit aux mains d'un représentant unique. L'élection du prochain président du Conseil européen, qui devrait avoir lieu mi-novembre, n'aura-t-elle pas pour conséquence d'effacer un peu le programme établi par la Présidence en Trio?

P.L.: C'est la grande question évidemment. Tous les pays ont signé le traité de Lisbonne donc chacun est bien au courant du contenu… mais ce traité est resté un peu vague sur le rôle du Président permanent du Conseil européen. Il y a deux options actuellement: soit un Président du type Tony Blair, qui aurait une grande stature internationale, soit quelqu'un avec un profil moins prononcé. Quoi qu'il en soit le Président ou le Premier Ministre de la présidence tournante, selon le système étatique de chaque pays, verra son rôle diminué du fait de la présidence permanente. Là encore c'est un équilibre assez délicat à trouver. Il en va de même pour le Ministre des Affaires Etrangères: le Haut Représentant aux Affaires Etrangères va diriger désormais tous les Conseils des Affaires Etrangères. Alors que tous les autres ministres "techniques" auront une présidence réelle, on se trouve donc dans une situation où le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères verront leur compétence diminuée. En ce qui concerne le Haut Représentant, il faut reconnaître qu'il aura certainement des difficultés à assumer seul cette énorme tâche qui, jusqu'à présent, était assumée par Mme Benita Ferrero-Waldner et M. Solana. Il devra faire appel à l'assistance de ministres spécialisés et on peut imaginer qu'il y aura donc malgré tout un rôle pour le ministre des affaires étrangères de la présidence tournante.

Mais ces nouvelles institutions sont le prix à payer pour avoir plus d'Europe. Vous connaissez l'histoire de Kissinger qui dit: «Quand je veux parler à la Présidence de l'Europe, quel est le numéro de téléphone?». Il est vrai que, par rapport aux autres grandes puissances que sont les Etats-Unis, la Chine ou l'Inde, l'Europe n'a pas le poids politique correspondant à son poids économique. Puisque tout n'est pas déterminé, ce sera le rôle des trois présidences en question d'aider à finaliser ces aspects très importants du traité de Lisbonne qui sont restés un peu vagues.

JFB: Tony Blair est souvent mentionné comme possible Président du Conseil européen. On évoque également les noms du luxembourgeois Jean-Claude Junker, du Néerlandais Jan Pieter Balkenende et, plus récemment encore, du Premier Ministre belge Herman Van Rompuy. Tony Blair, dont la cote a baissé ces derniers temps, ne fait pas l'unanimité et est critiqué dans certains pays de l'Union. Pouvez-vous en analyser les raisons? Et avez-vous un commentaire sur l'évocation du nom de M. Herman Van Rompuy?

P.L.: Sans doute y-a-il deux aspects à cette réticence face à l'ancien Premier Ministre Britannique: d'une part le rôle qu'il a joué dans la guerre en Irak mais aussi la position de la Grande-Bretagne par rapport à l'Europe: elle n'est ni dans Schengen ni dans la zone euro, or la position de plusieurs Etats membres est qu'il faut un président qui soit au cœur de l'Europe et dont le pays d'origine soit membre de ces deux institutions. En revanche, l'un des aspects important est que Tony Blair a ses entrées partout, c'est une des personnalités européennes les plus connues dans le monde entier. En ce qui concerne notre Premier Ministre, il est vrai que son nom est évoqué dans la Presse européenne. Mais le porte-parole de Monsieur Van Rompuy n'a pas souhaité commenter ces articles de presse.

Frédérique Lemerre

- 2 vues

Catégorie
Agenda Culturel